

## **DIX-SEPTIÈME PARTIE: DÉFAITES ÉLECTORALES, DÉSARROI COMPLET...**

Bordeaux est une ville à la population ouvrière importante. Les corporations qu'elle compte sont suffisamment fortes pour qu'il leur soit possible de former des groupements nombreux. Et le rôle qu'ils seraient à même de jouer serait d'un grand intérêt. Le mouvement ouvrier bordelais peut commander à toute une région; aux Landes, où il aiderait à la constitution d'organisations actives et vigoureuses; aux Charentes, à la Dordogne à qui demain réserve un avenir commercial et industriel. Mais pour qu'il exerce une influence heureuse autour de lui il faudrait que lui-même eût acquis une réelle puissance. Or, il n'en possède aucune puisque de ce moment il cherche à se relever d'une crise politique sans précédent.

Vous allez dire sans doute que, par parti-pris, j'attribue les malaises locaux à des causes d'ordre politique! Qu'en affirmant qu'ici comme ailleurs les responsabilités d'un état de choses préjudiciables résident dans les confusions établies entre action politique et action syndicale, j'obéis à des passions ou à des haines! Je voudrais qu'il en fût ainsi pour le Parti et les militants, c'est que leur responsabilité serait inexistante.

La Bourse du Travail fonctionnait grâce à une subvention donnée par la ville de Bordeaux. Ses fonctionnaires permanents payés sur la subvention et par conséquent à même de se livrer à une propagande active étaient au nombre de trois.

En 1904 et en 1908, lors des élections municipales, la Bourse et le Parti socialiste établirent une liste commune; chacun de ces groupements fournit la part de candidatures lui revenant. Les élections leur donnèrent plusieurs milliers de voix. En 1904, un moment on crut à la victoire. Néanmoins la défaite fut honorable. Elle fut jugée telle à bon droit par les organisations syndicales et politiques, elle enthousiasma les militants et chacun s'attacha plus âprement que la veille à renforcer l'union du Parti et de la Bourse. Cette union ne s'établissait pas sur le terrain de l'action, mais sur des appétits électoraux incompatibles avec une lutte syndicale vigoureuse et hardie. De 1904 à 1908 un idée fixe anime les militants de la Bourse et du Parti : changer la défaite en victoire, chasser de la mairie les élus bourgeois et y installer les élus ouvriers. Pendant cette période la Bourse fut, en matière syndicale, moins active qu'auparavant; elle perdit complètement de vue le rôle qui lui revenait, réduisit sa fonction en la détournant de son objet et se borna à calculer les chances de succès. Les élections viennent, c'est la défaite encore; défaite qui vient compléter le désarroi dans le fonctionnement de la Bourse du Travail. Déjà la suppression de la subvention décidée par une municipalité élue contre la liste de la Bourse avait porté un premier coup et comme à Limoges loin de se retourner vers les syndiqués, de leur montrer la fragilité du bon vouloir municipal, de leur indiquer la voie à suivre, de leur faire consentir des sacrifices qui eussent assis l'organisation centrale sur une base matérielle résistante, les militants préférèrent se tourner une fois de plus vers la mairie, vers le Parti, accentuant ainsi le mauvais côté de la situation.

Devant la défaite, la déception est grande, profonde; elle l'est d'autant plus que tout a été tenté pour le succès, qu'on a dérivé vers la lutte électorale tout le courant des forces ouvrières, que l'on a tout sacrifié, jouant de la sorte une dernière partie, partie sortant du cadre de l'action économique.

La chute est lamentable, irréparable, la débandade vient. La Bourse cesse de fonctionner, elle n'a pas de subsides; les syndicats, hypnotisés par la mairie accoutumés à tendre la main, vont séparément chercher chaque mois un maigre secours de dix francs environ. De ce moment, il n'y a plus d'organisation

centrale locale, plus de liens entre les syndicats, chacun d'eux va son chemin à la dérive. Il en est ainsi depuis des mois.

Lors de mon passage en juillet dernier, j'apprends qu'une Union locale est reformée; y adhèrent une vingtaine de syndicats sur quatre-vingts environ ayant asile dans le local municipal. La nouvelle Union profitera-t-elle d'un passé récent? S'éloignant des compétitions de la politique, se renfermera-t-elle dans une action ouvrière autonome, indépendante, hardie, pleine d'imprévu, mais au bout de laquelle, néanmoins, il y a pour le travailleur un accroissement de vigueur et de confiance? Je le souhaite. Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Limoges, Nantes, Lille, Nancy, devraient être des points d'action d'une extrême mobilité, groupant, entraînant, les masses ouvrières placées dans leur rayon. Quelle intensité de vie se dégagerait de ces différents milieux à l'action prompte, vigilante! Pour qu'il en soit ainsi, il faut, au préalable, que ces centres prennent conscience du rôle qui est le leur, qu'ils s'en imprègent pour en imprégner autour d'eux les organisations existantes et celles qui sont encore à créer.

**Victor GRIFFUELHES.**

-----